Alvaro P. Pires, André Cellard et Gérald Pelletier

Criminologues, École de criminologie, Université d'Ottawa

(2001)

“L'énigme des demandes de modifications législatives au code criminel canadien”

Un document produit en version numérique par Jean-Marie Tremblay, bénévole,
professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi

Courriel: jean-marie_tremblay@uqac.ca

Site web pédagogique : <http://www.uqac.ca/jmt-sociologue/>

Dans le cadre de la collection: "Les classiques des sciences sociales"

Site web: <http://classiques.uqac.ca/>

Une collection développée en collaboration avec la Bibliothèque
Paul-Émile-Boulet de l'Université du Québec à Chicoutimi

Site web: <http://bibliotheque.uqac.ca/>

Cette édition électronique a été réalisée par Jean-Marie Tremblay, bénévole, professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi à partir de :

Alvaro P. Pires, André Cellard et Gérald Pelletier
Criminologues, École de criminologie, Université d'Ottawa.

“L'énigme des demandes de modifications législatives au code criminel canadien”.

Un article publié dans l'ouvrage sous la direction de Pedro Fraile, **Modelar Para Gobernar. El Control de la población y el territorio en Europa Y Canadá. Une perspectiva histórica. Régulation et gouvernance. Le contrôle des populations et du territoire en Europe et au Canada. Une perspective historique**, pp. 195-217. Barcelone : Publications Universitat de Barcona, 2001, 336 pp.

Avec l'autorisation formelle de M. Alvaro Pires, professeur de criminologie, Université d'Ottawa, le 2 août 2006, de diffuser cet article dans Les Classiques des sciences sociales.

Courriel : alpires@uottawa.ca

Polices de caractères utilisée :

Pour le texte: Times, 12 points.

Pour les citations : Times 10 points.

Pour les notes de bas de page : Times, 10 points.

Édition électronique réalisée avec le traitement de textes Microsoft Word 2004 pour Macintosh.

Mise en page sur papier format LETTRE (US letter), 8.5'' x 11''

Édition numérique réalisée le 10 août 2006 à Chicoutimi, Ville de Saguenay, province de Québec, Canada.

Table des matières

[Introduction](#)

[L'arrière-plan historique](#) : trois transformations dans les sociétés occidentales

[L'énigme des demandes de modification au Code criminel canadien](#)

[Le modèle de la conjoncture historique ou des acteurs sociaux](#)

[Le modèle des "moyens de communication"](#)

[Quelques jalons d'un modèle pour l'explication de l'orientation dominante des demandes](#)

Schéma 1 : [Esquisse du modèle 1](#) (causalité linéaire)

Schéma 2 : [Esquisse du modèle 3](#) (causalité systémique)

Alvaro P. Pires, André Cellard et Gérald Pelletier
Criminologues, département de criminologie, Université d'Ottawa

« **L'énigme des demandes de modifications législatives
au code criminel canadien** »

Un article publié dans l'ouvrage sous la direction de Pedro Fraile, **Modelar Para Gobernar. El Control de la población y el territorio en Europa Y Canadá. Une perspectiva histórica. Régulation et gouvernance. Le contrôle des populations et du territoire en Europe et au Canada. Une perspective historique**, pp. 195-217. Barcelone : Publications Universitat de Barcona, 2001, 336 pp.

Alvaro P. Pires, André Cellard et Gérald Pelletier
Criminologues, École de criminologie, Université d'Ottawa.

**“L'énigme des demandes de modifications législatives
au code criminel canadien”.**

Un article publié dans l'ouvrage sous la direction de Pedro Fraile, **Modelar Para Gobernar. El Control de la población y el territorio en Europa Y Canadá. Une perspectiva histórica. Régulation et gouvernance. Le contrôle des populations et du territoire en Europe et au Canada. Une perspective historique**, pp. 195-217. Barcelone : Publications Universitat de Barcona, 2001, 336 pp.

Introduction

[Retour à la table des matières](#)

Dans cet essai, nous voulons explorer une hypothèse théorique pour décrire et comprendre *certaines aspects* de l'activité législative concernant la justice criminelle ¹. En gros, l'hypothèse est la suivante : les systèmes de pensée "savants" et institutionnalisés, aussi bien que la structure législative des programmes juridiques en place, jouent un rôle dans la compréhension et dans l'explication des demandes et des modifications effectives. À première vue, cette hypothèse peut paraître soit banale soit paradoxale, car elle propose une causalité *circulaire* qui attribue un rôle majeur au système juridique dans l'orientation que va prendre la demande de modification de la législation. Mais nous croyons que ce cadre théorique offre une meilleure compréhension de certains faits observables et de certaines impasses du programme pénal face au renouvellement de sa struc-

¹ Nous ne pouvons pas discuter ici la notion de "système pénal". Qu'il suffise de dire que nous allons privilégier la notion de programme pénal pour désigner la structure normative du droit criminel formel mis en oeuvre par le pouvoir public. Il est entendu que nos analyses portent particulièrement sur le Code criminel (et de procédure criminelle).

ture névralgique. Bien entendu, il ne remplace pas entièrement les autres schémas explicatifs et ne rend pas compte (sans ajustements importants) des demandes de réforme qui détonnent du système de pensée dominant et de la structure législative "déjà là".

Nous allons présenter cette hypothèse à partir d'un programme de recherche à long terme sur les modifications législatives au Code criminel canadien à partir de 1892. L'exposé en est informel car nous sommes encore en train de construire et de tester l'hypothèse que nous souhaitons développer par la suite dans une étude plus détaillée.

La recherche porte sur ce qu'on appelle le processus de création des lois ordinaires modifiant le Code criminel par le pouvoir législatif fédéral. Le mot "création" pose cependant quelques difficultés théoriques ². Tout d'abord, il peut laisser entendre que le législateur crée *de toutes pièces* les normes. Or, en réalité, ce sont les acteurs sociaux qui développent et projettent dans leur vie quotidienne une grande variété d'expectatives normatives. En ce sens, la législation est moins la *création* de la norme tout court qu'un processus complexe de *sélection*, d'attribution de dignité symbolique aux "normes en tant que droit ayant force d'engagement" (*norm as binding law*) ³ et de distribution des normes dans des programmes juridiques divers. En effet, ces lois *sélectionnent*, consacrent, et *mettent en forme* dans un programme juridique spécifique un petit nombre de projections normatives. Ainsi, d'un point de vue sociologique, la "création de lois" par le Parlement est un processus complexe de sélection d'expectatives normatives qui préexistent dans la vie sociale ⁴ et qui est accompli par la médiation du système politique. Et comme le système juridique comprend divers programmes ayant des *styles* différents (droit civil, droit pénal, etc.), la structure interne de chaque programme contribue alors à *modeler* ou à *mettre dans une forme légale spécifique* l'expectative sélectionnée.

² Nous nous inspirons ici des remarques de LUHMANN, N. *A sociological theory of law* (1972). London : Routledge & Kegan Paul, 1985, pp. 159-160.

³ Ces deux aspects sont mis en valeur par Luhmann. *Ibid.*, p. 160.

⁴ *Ibidem*.

Le processus de "mise en forme" ⁵ spécifique d'une expectative peut commencer à s'actualiser à différents moments. Il peut débiter chez l'acteur social lui-même. C'est le cas lorsqu'un individu demande de créer un "nouveau crime" en adoptant lui-même la sémantique juridique employée par le programme du Code criminel. Mais cette mise en forme peut aussi se réaliser en partie ou en totalité à une étape plus avancée du processus. Par exemple, un acteur peut demander au gouvernement de "faire quelque chose pour empêcher l'adultère" ⁶. Cette demande, comme telle, n'est pas encore tout à fait construite comme "crime" par l'instigateur et celui-ci ne demande pas non plus la peine comme l'unique façon de réaffirmer la norme en cas de déviance. Par ailleurs, si l'expectative en question est acceptée, on aura à la mettre en forme davantage par la suite. Par exemple, les acteurs intermédiaires seront amenés à choisir entre "faire quelque chose" à partir soit du droit civil soit du droit pénal ou encore en fonction de ce qui demande le moins d'effort compte tenu des structures en place. Si le droit pénal est choisi, et si l'on ne modifie pas certaines caractéristiques de sa structure (la demande ne faisant pas état de cette question), la tendance sera de transformer l'adultère en crime, de prévoir une peine d'emprisonnement, etc. Et ce, sans rapport nécessaire avec la demande d'origine. On peut dire que *dans tous les cas*, le système juridique participe à la construction de l'expectative normative sélectionnée par le jeu de ses systèmes de pensée et de ses propres structures et programmes.

Nous n'allons considérer ici que certains résultats par rapport à deux grandes catégories de normes : (i) les normes de comportement ou d'incrimination (e.g., "ne pas tuer") et (ii) les normes de sanction (e.g., "qui fait ceci est passible de cela").

Notre point de départ empirique est le Code criminel canadien de 1892 issu de la tradition du droit commun (*common law*). Dans ce code qui compte alors 983 articles sont inscrites, d'une part, les incriminations et les peines et, d'autre part, les normes de procédure criminelle. Parallè-

⁵ La notion de "mise en forme" dans le cadre du droit pénal a été proposée par ACOSTA, F. De l'événement à l'infraction : le processus de mise en forme pénale. *Déviance et Société*, 1987, 11, pp. 7-34.

⁶ Demande concrète d'un acteur social (un curé) en 1909 au ministre de la Justice du Canada.

lement, les archives du ministère de la Justice du Canada comprennent quelques fonds volumineux dans lesquels se trouvent la correspondance échangée entre les instigateurs de changements au Code criminel et les responsables du ministère, de même que des documents de toutes sortes allant de l'avis légal à la note de service en passant par la pétition. La jeunesse du Canada, la petitesse de sa population et la taille réduite de son appareil étatique rendent d'ailleurs compte de la conservation de cette avalanche documentaire qui témoigne à plusieurs égards d'un tri minimaliste et d'une grande richesse. La présence, au moins jusqu'à 1954, de cette documentation exhaustive et fort éclairante sur l'identité et les motifs des acteurs sociaux et sur le sort réservé à leurs demandes d'amendement au Code (réussite ou échec) concourt à profiler le corpus empirique de notre recherche de la façon suivante : (i) tous les projets de loi et lois concernant le Code criminel ; (ii) tous les débats parlementaires (Chambre des Communes et Sénat) ; (iii) notre matériel archivistique composé de lettres, pétitions etc., émanant du public de même que différents documents issus principalement du ministère de la Justice : nous appelons ce matériel notre fonds "des acteurs sociaux" ou "des instigateurs de réforme". Cette cartographie donne donc une large vue d'ensemble des transformations législatives.

Entre 1892 et 1927, nous avons pu retracer l'identité d'acteurs sociaux (c'est-à-dire que nous en avons trouvé au moins un) à l'origine de 74% des modifications apportées effectivement aux incriminations et aux peines. Bien sûr, nous ne prétendons pas avoir débusqué tous les demandeurs de changement au Code criminel. Et précisons aussi que le législateur ne se limite pas nécessairement à accepter ou à récuser ces demandes : il peut les modifier, les accepter en partie, etc. Cependant, un peu comme dans la "boîte noire" d'un avion, nous y trouvons enregistrés une multitude de renseignements très riches pour l'analyse sociologique et historique.

Nous allons explorer exclusivement l'orientation globale de ces demandes qui se confond avec celle imprimée au Code pendant cette période. Nous utiliserons pour cela une description quantitative pour la période entre 1892 et 1927, ce que nous savons de façon qualitative sur le fonds des instigateurs jusqu'à une révision du Code en 1953-54 et un inventaire sommaire des modifications législatives concernant les crimes et les peines jusqu'à 1992. Les données présentées sont donc encore incom-

plètes. Mais nous croyons savoir qu'il n'y aura pas de modifications importantes dans les tendances empiriques traitées ici avant, au moins, 1954.

L'arrière-plan historique : trois transformations dans les sociétés occidentales

[Retour à la table des matières](#)

À partir du XVIII^e siècle se produisent, dans nos sociétés occidentales, trois transformations significatives -deux dans le système juridique et une dans le système politique- dont la compréhension est importante pour nos propos.

1. La première transformation correspond à ce que Luhmann a appelé la "positivisation du droit" (positivisation of law)⁷. C'est dire que la législation perd son caractère d'un droit divin, révélé ou encore donné par la nature pour commencer à être vue de plus en plus comme un droit qui est fait par nous-mêmes, pouvant porter sur une grande variété de sujets et, dès lors, susceptible d'être modifié selon, pour ainsi dire, "le bon vouloir des humains". Dès lors, à partir du XVIII^e siècle, le processus de fabrication de la législation "devient une affaire routinière dans la vie officielle"⁸. Cela ne signifie pas qu'il soit facile de modifier la législation, mais tout simplement qu'il y a une sorte de désacralisation de celle-ci en ce sens qu'on la voit comme susceptible d'être modifiée et qu'une routine d'amendements, avec une dynamique propre, s'y installe.

2. La deuxième transformation relève exactement des structures internes au système juridique et des nouveaux systèmes de pensée qui y sont associés. Nous pensons ici à un long processus historique qui a abouti à une transformation majeure dans les représentations et dans les structures législatives officielles du droit et du droit pénal au cours du XVIII^e siècle.

⁷ LUHMANN, N. *A sociological...*, pp. 147-158.

⁸ *Ibidem*.

cle. Cette transformation donne naissance à ce que nous avons appelé la "rationalité pénale moderne" ⁹ et aux codifications pénales qui vont s'imposer progressivement à partir de la fin du XVIIIe siècle et tout au long du siècle suivant ¹⁰. Nous nous limiterons ici à indiquer quelques points importants.

Une première caractéristique de cette transformation est que le droit criminel commence à être vu, au XVIIIe siècle, comme un "droit" ou "système" autonome. Ceci donnera une pesanteur ou une force d'attraction particulière à ce programme. Le droit pénal ainsi constitué va s'auto-observer, s'auto-décrire et projeter un auto-portrait complexe de lui-même ¹¹. Cet auto-portrait est strictement punitif et sera construit essentiellement autour des théories (modernes) de la peine. Les théories dominantes à cet égard seront surtout celles qui conçoivent la "protection de la société" (ou des normes) de façon hostile, abstraite, négative et atomiste. Hostile, parce qu'on représente le déviant ("celui qui cause la déception") comme un ennemi du groupe tout entier. Abstraite, parce que le mal (concret) causé par la peine est perçu comme *devant causer* un bien moral immatériel ou un bien pratique invisible et futur. Négative, puisque ces théories *excluent toute alternative* visant à réaffirmer le droit par une action positive du déviant (le dédommagement, par exemple) et stipulent que *seul le mal* concret et immédiat causé au déviant (et à son entourage) peut produire un bien-être pour le groupe ou réaffirmer la valeur de la norme. Et, enfin, atomiste, parce que la peine -dans la meilleure des hypothèses- n'a à se préoccuper des liens sociaux concrets entre les personnes (comme si elles ne faisaient pas partie du "même groupe") que d'une façon tout à fait secondaire et accessoire ; on voit "l'intérêt public"

⁹ Voir PIRES, A. P. Aspects, traces et parcours de la rationalité pénale moderne. In DEBUYST, C. ; DIGNEFFE, F ; PIRES, A. P. *Histoire des savoirs sur le crime et la peine*. Bruxelles : De Boeck Université & Presses de l'Université d'Ottawa, 1998, vol. 2, pp. 3-51.

¹⁰ Pour une vue d'ensemble de ce mouvement de codification, voir CARTUYVELS, Y. *D'où vient le code pénal ? Une approche généalogique des premiers codes pénaux absolutistes au XVIIIe siècle*. Bruxelles : De Boeck Université & Presses de l'Université d'Ottawa, 1998.

¹¹ Voir PIRES, A. P. La "ligne Maginot" en droit criminel : la protection contre le crime versus la protection contre le prince. *Revue de Droit pénal et de Criminologie*, 2001, 81-2, pp. 145-170.

comme réclamant la peine et comme étant incompatible avec la simple pacification du conflit entre les parties.

Ce n'est pas étonnant que les théories de l'intervention juridique (ou de la *sanction*) privilégiées ici soient d'abord et avant tout des théories de la *peine* et, parmi celles-ci, celles qui sont les plus réfractaires aux mesures alternatives, en l'occurrence les théories de la dissuasion, de la rétribution du mal par le mal, du renforcement du *self-respect* ou de la répugnance pour l'injustice par la sévérité des peines, etc. Selon ces théories, l'hostilité est *absolument nécessaire* en matière pénale, même si l'on reconnaît volontiers qu'elle produit un mal immédiat pour le coupable, pour sa famille et même éventuellement pour le lien social direct avec la victime ¹².

Bref, à en croire ces théories, ce n'est que par le mal causé par la peine qu'on rétablit la justice, qu'on atteint le bonheur ou que l'on réaffirme suffisamment la norme transgressée ¹³. Le droit criminel va alors réserver pour lui seul -et généraliser dans son programme- cette "justification quasi médicale", comme l'appelle Luhmann, que l'on trouve déjà formulée au XVI^e siècle, selon laquelle "le mal se guarist par le mal" ¹⁴. Ce *message* est commun à toute théorie qui soutient exclusivement *la peine* (à l'exclusion d'autres mesures pour résoudre les conflits) et à la rationalité pénale moderne comme système de pensée institutionnalisé.

La deuxième caractéristique, bien que reliée à la précédente, doit néanmoins être soulignée ici : toutes les théories officielles *de la peine* de ce programme vont soutenir l'obligation *de punir* et l'idée qu'il y a un quantum de punition en dessous duquel on ne doit pas aller ¹⁵. Ainsi, la

¹² Voir à ce propos l'article fondamental de MEAD, G. The Psychology of Punitive Justice. *American Journal of Sociology*, 1918, 23-5, pp. 577-602. Pour une relecture de certains aspects, voir PIRES, A.P. La "ligne Maginot"...

¹³ PIRES, A.P. Un nœud gordien autour du droit de punir. In DEBUYST, C. ; DIGNEFFE, F. ; PIRES, A. P. *Histoire des savoirs...*, vol. 2, pp. 209-219.

¹⁴ LUHMANN, N. *Das Recht der Gesellschaft*. Frankfurt am Mein : SuhrKamp, 1997, p. 283.

¹⁵ Même la théorie de la réadaptation a été marquée par l'idée de la punition et a appuyé les peines d'emprisonnement longues ou indéterminées pour favoriser le traitement. Cependant, elle est la seule théorie officielle de la peine qui va évoluer, faire une critique de la prison et devenir, dans certaines versions, plus favo-

théorie (moderne) de la dissuasion, même dans la forme modérée préconisée par Beccaria, va défendre deux grandes idées : la peine doit être *certaine* (obligation pragmatique et politique de punir) et elle doit *surpasser* (au moins un peu) le mal causé par le déviant. La théorie de la rétribution prétend que la peine est un "impératif catégorique" et qu'elle doit être égale au mal causé (ni plus ni moins). En pratique, l'égalité ici comprend toujours un surplus de peine, au moins par rapport aux atteintes à la propriété, car la théorie rejette le simple dédommagement qui aurait pu être perçu comme un paiement "égal au mal" ¹⁶. Avec Beccaria, qui marque le temps fort de ce nouveau système de pensée en Occident ¹⁷, débute, pour emprunter le langage coloré de Macluhan, une nouvelle "galaxie" dans le système de pensée juridique : un système (et un programme de droit) *pénalo-centrique* et *pénalo-logique*. Cette "galaxie" va demeurer jusqu'à nos jours et construire le "*droit* dé punir" moderne comme une "obligation de punir". En effet, les mots "droit" et "obligation" sont asymétriques : qui a un droit n'est pas nécessairement obligé de faire quelque chose, mais qui est obligé a *nécessairement le droit de le faire*. À partir du XVIIIe siècle, on va dire dans ce système de pensée pénalocentrique officiel que l'autorité publique a le droit de punir dans le sens qu'elle *est obligée de le faire*.

Enfin, une troisième caractéristique est que ce système de pensée est "pré-politique" ou "*trans-politique*" : un système qui s'est sédimenté *avant* les visions politiques du monde et qui traverse -sans perdre sa configuration globale- différentes tendances politiques. "Gauche" et "droite", "conservateur" et "progressiste" sont des catégories conceptuelles construites en premier lieu à partir du système politique et elles n'ont pas la même signification dans le cadre de la rationalité pénale moderne. Dans l'auto-portrait du droit criminel moderne, la peine comme forme d'intervention quasi-exclusive et l'obligation de punir ne sont vues en elles-mêmes ni comme "inhumaines", ni comme la preuve d'une vision du monde "conservatrice" ou "répressive". La personne "conservatrice" est

nable aux alternatives qu'à la prison. Cette question échappe cependant à nos propos ici.

¹⁶ Pour d'autres développements, voir PIRES, A. P. Kant face à la justice pénale. In DEBUYST, C. ; DIGNEFFE, F. ; PIRES, A. P. *Histoire des savoirs...*, vol. 2, pp. 145-206.

¹⁷ Voir à ce sujet, PIRES, A. P. *Aspects, traces et parcours...*, pp. 7-17.

celle qui demande *trop* de peine ou qui s'oppose aux protections juridiques accordées aux personnes accusées. Mais ne pas demander de peine, insister sur d'autres mesures ou sanctions et vouloir donner une certaine autonomie à la victime pour résoudre autrement son conflit, c'est *sortir* du droit criminel. La "répression en trop" est une qualification interne au programme pénal et un minimum "d'attachement et d'attrance pour la peine" est une condition pour y rester. En d'autres termes, l'attachement à la peine ou à l'une ou l'autre des théories de la peine ne nous permet pas de qualifier l'orientation politique, ou la perspective plus ou moins humaniste, des acteurs sociaux qui les supportent.

En effet, dans le cadre de cet auto-portrait, la peine *et* l'obligation de punir constituent la nature et l'identité même du droit criminel, ainsi que la preuve de son autonomie par rapport au droit civil. Un bon nombre de pénalistes s'attachent encore aujourd'hui de façon cognitive et émotive à cette image du droit pénal et y voient une condition nécessaire pour sa "survie". Ce devrait même à *la peine* la possibilité d'accomplir son "humanité". Lorsqu'un juriste s'écarte du principe de l'obligation de punir et suggère ou demande que le droit pénal accepte dans un bon nombre de cas le dédommagement ou autre forme de solution juridique au conflit, un autre juriste voit dans cette démarche moins une demande qu'une forme de complot contre l'institution même. La *peine* peut, certes, s'humaniser, mais le droit pénal ne peut ni quitter l'obligation de punir ni restituer, par exemple, à la victime son pouvoir de négociation et de composition ¹⁸.

3. La troisième transformation sociétale en Occident concerne le système politique. Il fait face au phénomène de la politisation du public qui s'inscrit à son tour dans le processus de démocratisation. En effet, le "public" émerge dans les sociétés modernes comme faisant partie du système politique et assume à cet égard des rôles différents : payeur de taxes, demandeur, électeur, écrivain de lettres aux éditorialistes, partisan d'un groupe d'intérêt ou d'un mouvement social, etc. ¹⁹ Pour nous, l'émergence du "public" va jouer un rôle capital dans le processus de sélection et de

¹⁸ Voir PIRES, A. P. La "ligne Maginot"...

¹⁹ LUHMANN, N. Politics as a Social System. In LUHMANN, N. *The Differentiation of Society*. New York : Columbia University Press, p. 154.

stabilisation des lois pénales par les partis politiques et l'administration publique ²⁰.

La notion de "public" prend néanmoins ici un sens particulier. Le public est une composante du système politique ²¹ mais il ne se confond pas avec l'ensemble des individus habitant un même territoire. En effet, le public se différencie du reste de la société -comme le dit Luhmann- "particulièrement en raison d'avoir accès seulement à des *questions spécifiques* et à des *canaux de communication spécifiques*" ²². Cela veut dire que *le public* est toujours *un public particulier* constitué à partir de préoccupations ou d'enjeux spécifiques et, aussi, à partir des *canaux ou moyens* de communication qu'il utilise. Le public, saisi à partir de l'administration bureaucratique ou des partis politiques, est alors toujours *un public* qui se manifeste par *tel(s) moyen(s)* et sur *telle(s) question(s)*, même si cela devient par après, sur le plan des représentations politiques, une image gommée de l'opinion des gens qui habitent un territoire.

Dans notre recherche, la notion de public prend alors un sens à la fois spécifique et large. Spécifique, parce qu'elle désigne *surtout* les demandes adressées par voie de lettres et pétitions à l'administration bureaucratique. Ainsi, *le public* qui se manifeste par des lettres aux journaux ou encore à travers des propositions dans des études savantes ne fait pas nécessairement partie du public capté par nos données. Le public ici est composé surtout de celui ou celle qui a *écrit* au gouvernement ou qui a communiqué avec un parti politique en demandant une modification de la loi pénale ou encore, de façon plus vague, une solution à un problème quelconque ²³.

La notion de public est aussi spécifique parce qu'elle ne comprend pas non plus les commissions juridiques de réforme. Dans ces commissions,

²⁰ *Ibid.*, p. 153. Il considère que l'administration bureaucratique, au sens large, comprend aussi le pouvoir législatif. Pour des raisons méthodologiques, nous distinguons ici à l'occasion l'administration publique du pouvoir législatif.

²¹ *Ibidem.*

²² *Ibid.*, p. 155.

²³ Les documents consultés (télégrammes, notes de service, débats parlementaires, etc.) font bien sûr état aussi, occasionnellement, de rencontres personnelles des instigateurs avec les représentants politiques.

on trouve des demandes *mandatées* du personnel de la justice ou d'autres experts à ce titre. Certes, ces commissions sondent parfois leur propre public. Mais il reste que leurs demandes sont clairement faites à partir du rôle de "professionnels de la justice" ou "d'experts" et sont perçues comme des demandes internes au système juridique. C'est ce dernier, et non le public, qui s'adresse au système politique pour réformer le droit. Dans ces cas, le système politique déclenche le système juridique qui produit alors une demande (interne) de réforme qui est acceptée ou non par le système politique.

Mais la notion de public a aussi un sens large parce qu'elle inclut toutes les demandes adoptant certains canaux de communication, sans distinguer (dans un premier temps) parmi les divers rôles occupés par les divers acteurs. "Public" est ici un *rôle social* et non un être. Ainsi, un juge qui écrit une lettre au Ministère de la Justice en demandant une modification au Code criminel fait partie du "public". Entre 1892 et 1927, 80% des demandes du "public" (identifiées dans la recherche) pour modifier la partie procédurale du Code venaient d'acteurs qui avaient un rôle ou une formation comme professionnels de la justice. Et ils ont été responsables de 19% des demandes concernant la partie substantive du Code, où se trouvent, entre autres choses, les incriminations et les peines ²⁴. En effet, la sémantique du public a souvent été construite en sciences sociales sur la base d'une opposition entre le public et le personnel de l'État ou encore entre le public et les experts (communauté scientifique). Cette façon de construire le concept est un pâle reflet de l'opposition courante entre société (civile) et État. Or, de la même façon qu'il est une fiction juridique de voir l'État comme "personne morale" en dehors de la société ²⁵, il devient difficile de concevoir le rôle de public comme n'incluant pas le personnel de l'État et les experts lorsque ceux-ci assument justement leur *rôle de membres du public*. "Public" désigne alors un rôle que l'on prend dans certaines circonstances et chaque acteur peut assumer à différents moments des rôles différents (père de famille, avocat, "public", etc.).

²⁴ CELLARD, A. ; PELLETIER, G. La construction de l'ordre pénal au Canada, 1892-1927 : approches méthodologiques et acteurs sociaux. *Déviance et Société*, 1999, 23, p. 373.

²⁵ LUHMANN, N. The "State" of the Political System. In LUHMANN, N. *Essays on Self-Reference*. New York : Columbia University Press, 1990, p. 165.

Les conséquences sociologiques immédiates de ces trois transformations sont : (a) que la fabrication de la loi pénale devient une affaire routinière dans la vie officielle ; (b) que la politisation du public se traduit par un grand nombre de *demandes* adressées (par différents canaux) au gouvernement pour produire des modifications législatives dans des éléments du programme formel central de l'État concernant le droit criminel ; (c) que la mise en forme de demandes ou leur réception officielle risque de subir, au moins à certains égards, l'influence du programme - qu'elles veulent précisément modifier- et de son système de pensée.

L'énigme des demandes de modification au Code criminel canadien

[Retour à la table des matières](#)

Nous allons décrire et qualifier ici l'orientation sociologique et juridique globale des demandes de modification au Code observées jusqu'à présent. Notre question est la suivante : Dans quel sens vont les demandes et les modifications effectives de transformation législative concernant les incriminations et les peines dans le Code criminel ?

Qu'il suffise de dire, sans entrer en détail dans les questions méthodologiques, que nous avons distingué quatre orientations sociologiques et juridiques globales de réforme. Bien entendu, cette typologie aurait pu être démultipliée pour mettre en valeur d'autres résultats que nous passerons pour l'instant sous silence. Très brièvement, ces orientations sont :

- I) *Les demandes de plus d'incrimination* : elles visent à créer une incrimination nouvelle ou à élargir la portée d'une incrimination déjà existante en y incluant certaines catégories de personnes, de choses, etc. que l'on croit ne pas faire l'objet de la loi pénale en vigueur ou ne pas être clairement nommées par cette loi (alors qu'elles devraient l'être, de l'avis de l'instigateur).

- II) *Les demandes de moins d'incrimination* : elles visent au contraire à supprimer des incriminations ou à en réduire la portée.
- III) *Les demandes de plus de pénalisation* : leur but est d'augmenter les peines attachées à des incriminations existantes. S'y trouvent aussi celles qui accompagnent nécessairement toute incrimination nouvelle.
- IV) *Les demandes de moins de pénalisation* : leur but est de réduire les peines attachées à une incrimination. S'y trouvent aussi celles qui produisent automatiquement une dépénalisation parce qu'elles portent sur la suppression de l'incrimination correspondante.

Construit en fonction de ces quatre catégories, le tableau suivant présente séparément les demandes qui ont réussi des demandes qui se sont soldées par un échec. Les premières sont comptabilisées exclusivement à partir des modifications législatives (et non des micro-demandes d'origine), ce qui nous permet de couvrir toutes les modifications réalisées (et non seulement celles pour lesquelles nous avons au moins un instigateur). En ce qui concerne les échecs, nous restons redevables des documents trouvés dans nos "fonds d'acteurs sociaux", et nous excluons de l'analyse ici, par exemple, les projets de loi qui auraient parfois ajouté d'autres demandes mais qui sont "morts au feuilleton" du Parlement.

Code et des demandes refusées ont un même profil global : 96% des premières et 93% des dernières vont dans le sens de l'extension apparente des normes d'incrimination ou d'une pénalisation accrue. En plus, pour cette période, ces deux groupes de demandes ont aussi un profil semblable dans les quatre orientations ²⁶. Comme nous l'avons dit, nous croyons

²⁶ Les indicateurs ne se modifient pas lorsqu'on fait d'autres vérifications de routine. Par exemple, si nous considérons exclusivement les modifications effectives pour lesquelles nous avons trouvé des instigateurs (74% des cas), les proportions restent les mêmes : 71% demandent des incriminations additionnelles, 26% plus de peine et 3% moins d'incrimination. De même, le profil reste sensiblement pareil dans les modifications effectives pour lesquelles aucun instigateur n'a été trouvé (26% des cas) : 72% sont des incriminations additionnelles, 22% des pénalisations accrues, 5% des réductions d'incrimination et 1% des réductions de pénalisation. Dans le cas des demandes de dépénalisation qui ont échoué (4% des cas), 1% avaient une motivation punitive : on souhaite la réduction de la peine maximale

pouvoir déjà affirmer, à partir des données recueillies, que ces résultats ne se modifieront pas avant, au moins, la révision de 1953-54. Nous doutons même, à partir de l'inventaire sommaire et d'autres indicateurs non systématiques, que cette tendance globale soit renversée par la suite.

Au premier coup d'œil, on constate que la quasi totalité des modifications effectives au

Orientation socio-juridique de la demande	Réussites (Modifications effectives)	Échecs (Demandes de départ)
"Plus d'incrimination"	71% [213]	70% [234]
"Plus de pénalisation"	25% [74]	23% [76]
"Moins d'incrimination"	3,5% [10]	3% [11]
"Moins de pénalisation"	0,5% [I]	4% [13]
TOTAL	100% [298]	100% [334]

Cela signifie que cette tendance globale à incriminer et à pénaliser traverse différentes conjonctures historiques (nationales) de courte durée. Certes, nous pouvons observer que certains *thèmes* dominants varient en fonction des conjonctures spécifiques. Ainsi, à certains moments, nous trouvons une concentration de demandes sur la moralité sexuelle, religieuse et familiale ; à d'autres moments, dans une conjoncture de guerre ou de crainte de mouvements subversifs au pays, le mouvement législatif se concentre autour des infractions de trahison, de sédition, et des libertés politiques de manifestation, etc. Bien sûr, il y a aussi certains thèmes récurrents ainsi que des demandes qui échappent aux contextes particuliers parce qu'elles sont reliées plus fortement à des faits divers, etc. Il nous paraît alors exact de dire que la conjoncture historique joue un rôle très clair au moins dans l'explication de *l'émergence* et de la *variation* dans les thèmes qui caractérisent le mouvement législatif à différents moments précis. Mais ces constatations - aussi intéressantes soient-elles - n'expli-

parce qu'on croit que cette peine rend difficile la condamnation par les tribunaux d'un plus grand nombre de personnes.

quent en rien la tendance largement dominante et stable à demander et à obtenir plus d'incrimination ou plus de pénalisation.

Si la conjoncture historique n'est pas une explication suffisante, comment donc expliquer ce *mouvement trans-historique* d'incrimination et de pénalisation (cette *stabilité*) ? Et comment doit-on comprendre cette orientation globale commune autant dans les demandes qui ont réussi que dans celles qui se sont soldées par un échec ? Et comment expliquer encore la formidable "coïncidence" suivante : nous trouvons des demandes d'incrimination et de pénalisation accrue autant chez des mouvements sociaux "conservateurs" que chez des acteurs ayant, au moins à certains égards, des "valeurs progressistes" ? Et à supposer que la société affiche davantage ses préoccupations en matière de droits humains, comment peut-on alors expliquer l'effet paradoxal suivant : plus on attache d'importance à ces droits, plus on devient, du même coup, davantage répressif pour les protéger ?

Avant de poursuivre, notons cependant que ce tableau ne nous permet pas d'interpréter les demandes de pénalisation accrue avec toutes les nuances nécessaires. En effet, il indique qu'environ 1/4 de ces demandes vont dans le sens d'une pénalisation accrue alors qu'en réalité ce pourcentage comprend aussi un effet de pénalisation automatique engendré par la création de nouvelles incriminations. Dans le cas des demandes réussies, nous avons estimé à seulement 9%, soit à 28 occasions (28/298), le nombre de fois où les acteurs sociaux se sont mobilisés avec l'intention bien arrêtée d'obtenir une plus grande sévérité des peines. Ce pourcentage semble être sensiblement le même dans les cas de refus. La police et le personnel de la justice sont impliqués dans 11/28 événements et les mouvements de femmes et d'églises dans 10/28. À trois autres occasions (3/28), ce sont les intérêts de sécurité interne et externe de l'État qui ont dicté cette politique. Ces catégories d'acteurs représentent 86% (24/28) des mobilisations centrées sur les demandes de peines qui ont réussi. Deux autres demandes sont venues du monde des affaires et les deux dernières -concernant les vols à main armée et l'attaque avec intention de vol- ont été présentées par le ministre de la Justice comment venant d'un certain "nombre de personnes". Dans les 46 cas restants (46/74), la pénalisation accrue semble être tributaire, au moins en partie, du *style* du programme pénal, car c'est lui qui attache des peines dures (mort, prison) à

chaque nouvelle incrimination et qui élimine d'autres alternatives pour résoudre les conflits.

Retenons simplement ici que les motifs donnés par les acteurs qui demandent des peines accrues sont éloquentes quant à la force de persuasion des théories de la peine et d'autres aspects de la rationalité pénale moderne. Les acteurs croient que les peines vont dissuader les déviants et protéger la société, que dans une société civilisée les peines doivent être sévères pour indiquer la valeur que nous attribuons à la norme offensée, que l'idée de justice exige la punition, que la peine va résoudre un problème social spécifique, etc. Il est aussi intéressant de constater que *toutes* les demandes pour "harmoniser" la peine maximale d'un crime par rapport à celle d'un autre, qu'elles viennent du personnel de la justice ou d'autres acteurs sociaux, construisent la "cohérence" en fonction de la peine la plus sévère. Elles demandent alors d'augmenter la peine la moins sévère. Cette construction ne s'explique donc pas exclusivement par un souci de logique, mais surtout par un élément de culture. Car la logique n'interdit pas d'harmoniser les peines aussi vers le bas. On voit bien la force de la rationalité pénale moderne.

Considérons maintenant deux schémas explicatifs globaux usuels pour tenter d'expliquer les résultats observés ici. Nous désignerons le premier par l'expression "modèle des acteurs sociaux ou de la conjoncture historique" et le deuxième, moins utilisé tout seul, "modèle des moyens de communication". Comme nous le verrons, ils nous paraissent tous les deux insuffisants, à différents égards, pour expliquer les résultats ci-haut mentionnés.

Le modèle de la conjoncture historique ou des acteurs sociaux

[Retour à la table des matières](#)

En général, les recherches sur la "création des lois" portent sur une loi (ou sur une réforme spécifique) et sur une période de très courte durée. On veut comprendre ce qui a suscité ou bloqué une modification législative particulière. Compte tenu de cet objet, le premier modèle construit

l'explication quasi exclusivement autour d'un ou plusieurs groupes d'acteurs sociaux (mouvements sociaux, leaders politiques, commissions de réforme, etc.), décrit la conjoncture historique et culturelle où la tentative de réforme prend place, examine la réception du projet par le gouvernement et le pouvoir législatif et présente et évalue le résultat final de la réforme. Ce modèle met en place une sorte de causalité linéaire allant de la conjoncture et des acteurs ("cause") à la modification ou non de la loi ("effet"). On peut commencer la chaîne causale à différents moments (dans la conjoncture, chez les groupes de pression, chez les fonctionnaires de l'État, etc.), mais elle demeure linéaire parce que le programme pénal et son système de pensée ne sont pas directement considérés dans l'explication. Tout se passe comme si l'on excluait le *rôle du système spécifique en cause* dans la description et compréhension des résultats et orientations de réforme. On fait abstraction du *pôle du système*. Ce modèle a aussi tendance à attribuer le changement, le non changement ou encore la forme particulière du changement à un ou plusieurs groupes sociaux spécifiques ou encore à une sorte "d'opinion publique" plus ou moins diffuse. La "responsabilité" de la réforme est alors, pour ainsi dire, fortement partagée parmi les acteurs considérés.

Deux difficultés émergent alors. La première est que l'attribution causale centrée exclusivement sur les acteurs peut donner lieu à un "blâme" ou, au contraire, à une sorte de "glorification" des acteurs impliqués (si la réforme est évaluée comme positive). Certains chercheurs en ont pris conscience et dédoublent particulièrement les efforts pour éviter le blâme qui risque de peser sur les acteurs et qui demeure latent dans le modèle. Ce problème peut être atténué, ou résolu, en prenant en compte, par exemple, la conjoncture historique, certains aspects culturels, etc. Le deuxième problème passe plus inaperçu : c'est qu'on a tendance à vouloir expliquer intégralement l'orientation des demandes et les modifications à partir des acteurs et de la conjoncture historique ; on ne pense même pas à explorer alors l'influence éventuelle du programme et de son système de pensée par rapport à cette question. Cette démarche a un aspect aveuglant. On ne voit pas, et alors on ne l'indique pas, que l'explication est à la fois tronquée et incomplète. Par conséquent, on ne se rend pas compte de la nécessité de recourir aussi à un autre modèle. Enfin, comme tout modèle, celui-ci peut être formulé de différentes façons, certaines très stimulantes et d'autres plus problématiques. Rappelons que les problèmes ou lacunes d'un modèle n'invalident pas nécessairement ses contributions

à la compréhension des transformations législatives, mais laissent tout simplement dans l'ombre certaines facettes du problème traité et peuvent susciter parfois quelques erreurs d'interprétation sur des points spécifiques.

1. Dans une des hypothèses les plus spontanées de ce modèle, qui véhicule un sentiment anti-bureaucratique fort enraciné dans la culture juridique et sociologique occidentale, on pourrait vouloir attribuer à l'État ou à ses fonctionnaires le rôle d'un filtre conservateur volontaire : le personnel de l'État ou le gouvernement -pour diverses raisons- sélectionne, de son propre chef, les demandes répressives -parmi un bassin relativement diversifié de demandes- pour les transformer en loi et le système juridique intègre tous ces changements passivement.

Or, l'étude globale des demandes refusées met sérieusement en doute cette hypothèse. En effet, nous avons vu que le profil des demandes refusées est semblable à celui des demandes qui ont réussi. On ne peut pas dire alors qu'il y a, *dans l'ensemble de ce corpus empirique* (lettres, etc. adressées au représentants politiques), une sélection privilégiant de façon significative l'incrimination et la pénalisation accrues au détriment des demandes allant dans le sens inverse. Et lorsqu'on compare seulement les demandes acceptées pour lesquelles nous avons trouvé au moins un instigateur avec les demandes d'origine refusées, le même constat se maintient.

Bien sûr nos résultats ne nient pas l'existence d'un filtre administratif, mais montrent plutôt que le filtre qui agit sur ce corpus de demandes ne peut pas être tenu responsable de l'orientation globale observée dans les modifications effectives. Et ces résultats ne permettent pas non plus de conclure que le personnel de l'administration est "neutre", mais tout simplement que leur parti pris semble jouer *surtout* sur d'autres types de choix, comme ceux concernant la sélection des thèmes. Ainsi, un fonctionnaire sensible à la cause de la protection des animaux aura tendance à vouloir "donner suite" à ce dossier, fera preuve de tolérance à l'égard des demandes mal formulées, etc. Enfin, pour tous les acteurs sociaux, y compris les fonctionnaires, il est plus facile et plus naturel de suivre le mouvement d'augmenter les incriminations et les peines que de les réduire. Toute réflexion et décision allant à contre-courant et examinant en profondeur et les problèmes que pose le programme, et les changements

qu'il faudrait apporter, et le choix d'autres alternatives, tout cela requiert beaucoup d'énergie et de temps, en plus d'exiger des conditions pour pouvoir prendre des distances du programme en place et de son système de pensée. S'ajoute à cela le problème de la "nécessité de décision" d'un point de vue administratif. En effet, "un système qui doit garantir la décision à tout problème soulevé ne peut pas assurer du même coup la justesse de la décision" ²⁷. Or, le fonctionnaire ne peut pas suspendre sa décision sur les demandes en attendant la modification du programme.

Une dernière mise en garde : ces données ne disent rien sur l'existence ou l'inexistence *ailleurs* de demandes différentes et modératrices, c'est-à-dire dans d'autres moyens de communication ou dans d'autres *corpus empiriques* (dans les travaux scientifiques ou juridiques, par exemple). Le gouvernement peut puiser davantage dans un corpus de demandes que dans un autre et, par là, effectuer une sélection ayant telle ou telle conséquence. Ainsi, ces résultats ne présupposent pas qu'il existe un *consensus généralisé* vers l'incrimination et la pénalisation. On ne peut même pas supposer un consensus *dans* ce corpus de demandes, que ce soit parce que chaque demande séparée ignore les autres (et n'a pas la chance de se prononcer sur d'autres alternatives). Le consensus, comme la coercition, sont des "ressources limitées (*knappe Ressourcen*) du système politique" ²⁸.

2. Une autre hypothèse reliée à ce modèle pourrait remplacer la notion "d'État" par celle de "public". Nous avons considéré trois scénarios. Dans sa version la moins élaborée et la plus difficile à admettre, elle dirait simplement ceci : "ce résultat s'explique parce que le public est en général craintif ou conservateur ; il demande alors plus de crimes et de peines ; ces demandes, en plus, ne mettent que rarement en cause les groupes dominants et dans un bon nombre de cas elles font l'affaire de l'administration, des partis politiques ou des groupes professionnels ; par conséquent, la tendance sera l'élargissement du filet et une pénalisation accrue". Le blâme ici est placé sur le "public" et le système juridique est acquitté".

Par contre, il y a une hypothèse plus intéressante concernant la notion de public. On peut se demander si les acteurs sociaux qui prennent le rôle

²⁷ LUHMANN, N. *Legitimation durch Verfahren*. Berlin : Luchterhand, 1969, p. 21.

²⁸ *Ibid.*, p. 28.

de public en matière pénale ne seraient pas un "public récurrent". C'est dire qu'il s'agirait toujours du *même* public (les mêmes groupes sociaux, avec les mêmes idéologies, etc.). Cela signifierait que l'ouverture démocratique, dans ce domaine, n'aurait pas produit -pour des raisons qui resteraient à expliquer- une diversification suffisante dans les personnes qui participent aux réformes législatives. Cette hypothèse trouve d'ailleurs un certain support empirique dans nos données et sera sans doute explorée davantage par la suite. Car il y a un certain processus d'auto-sélection du public (mais en connexion avec une force d'attraction du programme lui-même). Par exemple, nous constatons, au moins jusqu'à 1954 et par rapport à certains thèmes (moralité religieuse et sexuelle, protection des animaux, etc.), un petit nombre de groupes *assidus* d'instigateurs. À l'occasion, même la caricature du réformateur infatigable et fatigant semble s'actualiser : ce même individu qui revient à chaque session législative, avec le même projet à peine retouché jusqu'au moment où l'on a l'impression que le législateur, vaincu par la fatigue ou le désespoir, l'accepte. Cependant, même cette hypothèse, si l'on exclut la part du système, demeure incomplète et n'explique pas l'ensemble des modifications qui constituent la tendance dominante observée.

Tout d'abord, il faut se rappeler que le public ici est composé en partie par des professionnels de la justice (dans environ 20% des cas). Certes, ils entrent aussi dans la catégorie du "public récurrent", mais il devient alors hasardeux de vouloir les isoler de la rationalité du système où ils travaillent. En plus, il y a environ 25% de modifications (1/4) pour lesquelles nous n'avons pas trouvé d'instigateurs. Or, ni les premiers 20% ni ce nombre inconnu de demandes ne modifient les résultats, car 96% des modifications incriminent ou pénalisent davantage. Ceci suggère que quelque chose de très puissant produit l'orientation globale observée. En deuxième lieu, l'explication ne rend pas compte convenablement de l'hétérogénéité interne des acteurs qui demandent l'incrimination ou la pénalisation accrue. En effet, il ne faut pas supposer qu'ils sont tous également conservateurs ou que seulement les acteurs qui sont conservateurs croient aux théories de la dissuasion, de la rétribution, de l'effet symbolique positif du châtimement, etc.

L'hypothèse de la récurrence d'un certain public explique davantage pourquoi ces groupes réussissent à *activer davantage la production législative* concernant ce programme : parce qu'ils reviennent souvent, sont

plus stables ou organisés, etc.²⁹. Elle nous permet de voir aussi le fait qu'un grand nombre de groupes et d'acteurs se trouvent *exclus d'emblé* - ou avec un moindre pouvoir- dans le processus de création de lois. Mais elle explique mal l'orientation des demandes elles-mêmes. Pourquoi demande-t-on des "incriminations" et est-ce toujours vraiment cela que l'on demande ? Pourquoi lorsqu'on demande qu'une norme soit consacrée par le législateur, cela donne-t-il lieu à une incrimination avec une peine de prison ? Pourquoi demande-t-on plus de sévérité dans les peines ? Etc. On voit mal comment le phénomène de la récurrence pourrait en soi répondre à ces questions.

Enfin, le dernier scénario constitue une adaptation de certaines études qui portent sur des modifications spécifiques d'incrimination ou de pénalisation accrue, mais à l'égard desquelles le chercheur a un préjugé favorable (par exemple, la protection des enfants, des animaux, etc.). Cette hypothèse explicative est souvent axée sur une dimension morale *positive* : l'évolution des valeurs humanistes rend plus inacceptable certains comportements d'où les demandes d'incrimination ou de pénalisation faites par tel ou tel groupe social à un moment donné, etc. L'hypothèse ne modifie pas la structure du schéma explicatif, mais donne un portrait positif des acteurs qui font la revendication (le "public" ici n'est pas conservateur, mais plutôt progressiste). Bien sûr, ces études ne généralisent pas cette hypothèse aux autres modifications. Mais lorsqu'on a une vue d'ensemble, on voit paraître quelques problèmes. Par exemple, qu'est-ce qui amène précisément les acteurs progressistes et conservateurs à avoir un même comportement face au programme pénal ? Partagent-ils un même système de pensée ? Les groupes "humanistes" sont-ils venus à croire aussi que "le mal ne peut se guérir que par le mal" ? En effet, il ne faut pas supposer qu'il existe un automatisme entre "sensibilité éthique" et "désir de punition". Comme on peut le voir, l'hypothèse d'une "raison positive" n'éclaircit pas non plus l'énigme ; bien au contraire, elle lui donne plus d'éclat.

²⁹ Bien entendu, ce public récurrent se trouve aussi représenté dans les demandes refusées, ce qui signifie que ce n'est pas parce qu'on revient souvent que l'on réussit à tout faire approuver.

Le modèle des "moyens de communication"

[Retour à la table des matières](#)

Enfin, on peut penser à un deuxième modèle pour expliquer nos résultats. Il consisterait dans une sorte *d'adaptation libre* d'une hypothèse soutenue par McLuhan dans le champ des moyens de communication de masse. Elle soutient que *"le moyen est le message"*. En gros, l'hypothèse nous demande de tenir compte des canaux de communication utilisés, car *ils ne seraient pas neutres* : ils ont une influence particulière dans le processus de communication et sur le contenu du message. À ce niveau de généralité, l'hypothèse ne pose pas de difficultés et est très stimulante. Il reste que, dans notre cas, le *moyen* privilégié ce sont les lettres adressées au gouvernement. Dans quel sens précis alors cette hypothèse pourrait-elle s'adapter à notre champ et expliquer nos résultats ?

1. D'abord, la formule "le moyen est le message" peut suggérer ici que seulement les gens qui croient en ce moyen (les lettres, pétitions, etc.), qui ont une certaine affection ou habilité envers lui ou qui sont prédisposées à y consacrer des efforts vont y recourir. Ceci est fort crédible et montre que le moyen sélectionne effectivement un certain public. Mais ce dernier demeure indéterminé. Si l'on fait abstraction du système, pour quelles raisons les lettres sélectionneraient-elles quasi exclusivement un public *conservateur* ? Et conservateur par rapport à quoi ? Et à supposer que ce public soit effectivement et à tous les égards conservateur, qu'est-ce qui l'amène à exprimer son conservatisme par l'entremise de demandes d'incrimination ou de pénalisation accrue ? Il est clair que les lettres sélectionnent le public et affectent à certains égards le contenu même de ce qu'on peut demander par ce moyen, mais elles n'expliquent pas complètement pourquoi les modifications législatives vont dans un sens (incrimination et pénalisation accrue) et pas dans l'autre. Ceci nous paraît donc une explication trop expéditive et simpliste des modifications et de l'orientation globale des demandes.

2. En deuxième lieu, l'hypothèse "le moyen est le message" peut signifier aussi que le moyen impose des limites au message et le modèle en quelque sorte. Il faut l'accepter, même si elle n'explique pas non plus complètement les résultats observés. Il est vrai qu'en règle générale le public -surtout celui qui se manifeste par lettre- est contraint de choisir entre des alternatives relativement très simples et données par la structure du programme. Il est aussi poussé à indiquer des réformes ponctuelles, laissant de côté les révisions de fond. Enfin, il a tendance à faire ses demandes en tenant compte uniquement de ses intérêts et de son point de vue, soit pour des raisons tactiques, soit par "économie d'attention", soit encore parce qu'il est incapable de prendre la place de l'autre et d'explorer une meilleure façon d'obtenir le résultat souhaité. Souvent on veut faire reconnaître par le législateur un "besoin d'urgence" et on prend alors pour acquis des aspects problématiques du programme. Ce public n'aura pas alors tendance à promouvoir un renouvellement dans les points stratégiques de la structure du programme. Il se transforme à cet égard, un peu malgré lui, en un "public conservateur de structures et d'idées". Mais, il faut noter deux choses. Tout d'abord, ce genre de "conservatisme" serait moins problématique si le programme que l'on conserve était lui-même moins problématique. Car, selon cette hypothèse, le moyen conserve *ce qui existe* ; or, ce n'est pas le moyen qui est répressif (il ne fait que "conserver"), mais bien le programme. En deuxième lieu, le moyen n'empêche pas des demandes simples et ponctuelles de décriminalisation, de réduction de la pénalité, de transformations mineures allant dans le sens de la modération, etc. Si le public est amené à s'adapter à la manière de penser et de faire du système, celui-ci fait nécessairement partie de l'explication des résultats.

Quelques jalons d'un modèle pour l'explication de l'orientation dominante des demandes

[Retour à la table des matières](#)

Nous avons dit qu'un grand nombre d'études sur les modifications législatives utilisent un schéma de causalité linéaire compte tenu de l'aspect de la réalité qu'elles veulent éclairer. Le premier schéma visualise, de façon simplifiée, ce processus (modèle 1).

Schéma 1 :
Esquisse du modèle 1 (causalité linéaire)

[Retour à la table des matières](#)

D'un point de vue méthodologique, ce modèle est construit en fonction d'une causalité entre événements (*action causale*) et prend la forme approximative suivante : "l'événement ou action x a causé l'événement y (la loi)". Dans ce type d'explication, la *séquence temporelle* est très importante : l'événement x, la cause, doit venir avant l'événement Y, l'effet. On peut aussi dire que la chaîne causale décrite par les lettres A et B sont, toutes proportions gardées, la partie la plus *visible* et la plus *directe* du processus de création de la loi et celle qui se situe au plan de la matérialité la plus tangible. Nous pouvons trouver la lettre de l'instigateur, les documents officiels, etc. En plus, ces données se trouvent dans une sorte de séquence naturelle et on peut reconstruire leur parcours.

Pour rendre compte de nos résultats, nous allons emprunter et adapter un autre modèle qui va remplacer la causalité linéaire par une causalité systémique ou circulaire ³⁰. Il va aussi essayer d'établir d'autres liens causals dont certains sont affectés par une forme particulière d'invisibilité qui déroute souvent le chercheur. Enfin, ce modèle aura pour conséquence d'obscurcir ou d'atténuer le rôle joué par des acteurs sociaux vis-à-vis certains résultats observés ³¹. Rappelons qu'il est rare de trouver un modèle qui soit, en termes absolus, meilleur que d'autres, de même qu'une carte traçant les autoroutes d'un pays n'est pas supérieure à une carte indiquant les rues d'une ville : elles n'ont pas la même fonction et ne portent pas sur la même chose. Le modèle ici présenté n'est donc pas un passe-partout et nous utilisons différents modèles au besoin.

Comme la façon de poser une question détermine aussi celle d'y répondre, les questions du présent modèle ne portent plus en premier lieu sur le rôle des acteurs ou du contexte spécifique. Elles ne portent pas non plus exclusivement sur le rôle des canaux de communication. En parlant un peu comme Merton, nous allons partir de nos données mêmes en leur attribuant une valeur stratégique pour faire pression sur la théorie (modèles précédents). Bien sûr, comme Merton le dit aussi, cette valeur dépend plus de ce que le chercheur *met dans la donnée* que de la donnée en soi ³². D'où l'importance des questions, car elles vont déplacer quelque peu notre regard et nous pousser dans une autre direction. Elles peuvent être formulées de différentes façons et à différents niveaux de généralité.

Voici quelques exemples pêle-mêle. Pourquoi les acteurs sociaux qui n'ont pas un rôle professionnel dans le pénal, y compris les députés, et qui demandent des peines plus sévères justifient-ils presque toujours leur demande en disant que cela va réduire la criminalité, que cette nouvelle peine "exprime" symboliquement mieux la valeur offensée, etc. ? Pour-

³⁰ Pour une réflexion plus détaillée, voir PIRES, A. P. Recentrer l'analyse causale ? Visages de la causalité en sciences sociale et recherche qualitative. *Sociologie et Société*, 1993, 25, pp. 191-209.

³¹ À cet égard, voir LUHMANN, N. *Social Systems*. Stanford : Stanford University Press, 1995, p. 12.

³² MERTON, R. K. Influência da pesquisa empírica sobre a teoria sociológica. In MERTON, R. K. *Sociologia. Teoria e Estrutura*. São Paulo : 1968, (traduction de l'anglais), p. 174.

quoi ceux ayant un rôle professionnel font-ils la même chose ? Pourquoi veut-on harmoniser les peines en prenant pour critère celle qui est la plus sévère ? Pourquoi lorsque nous demandons à l'État de reconnaître certaines normes de comportement, celles-ci se font-elles accompagner d'une peine de prison, enlèvent-elles aux parties le droit de négocier un accord, etc. ? Pourquoi les acteurs sociaux qui demandent des réformes pénales ne pensent-ils pas aux sanctions alternatives même lorsqu'ils ont une vue progressiste à certains égards ? Pourquoi nombre de politiciens, philosophes, juristes, etc. sont-ils plus enclins à accepter et à trouver "normale" la demande des victimes visant à augmenter la répression que celles allant en sens inverse ? Le système de pensée en matière pénale, -tel qu'exprimé dans les manuels professionnels, débattu dans les parlements, reconduit dans les jugements des tribunaux et diffusé par les médias, etc.- fait-il des "promesses" en disant que la peine va "défendre la société contre le crime" ou résoudre les problèmes sociaux ? Crée-t-il des attentes normatives de châtimement chez les gens en prêchant que la justice *exige* des peines *égales* à la gravité du crime ? Ou, au contraire, demande-t-il des alternatives, soutient-il la nécessité de permettre la conciliation entre les parties dans un bon nombre de cas, etc. ? Les députés, lorsqu'ils reçoivent des demandes pour créer de nouvelles normes de comportement, peuvent-ils suspendre leur décision jusqu'à avoir un programme pénal convenable, moins coercitif et moins punitif ? Sont-ils dans des conditions favorables pour penser à tout cela ? Notre hypothèse de travail est que le programme pénal et la rationalité pénale moderne peuvent contribuer à expliquer (au moins) la pratique sociale consistant à demander et à obtenir un élargissement des incriminations et des peines plus sévères.

Le schéma 2 présente le troisième modèle. Il donne l'impression de compléter et complexifier le modèle 1, mais cette impression n'est pas entièrement juste car, *concrètement*, il ne peut pas simplement "ajouter" ce qui manque à l'autre et, le cas échéant, lui apporter des corrections : il doit modifier certains concepts et aussi éliminer certaines informations qui sont utiles mais qui ne peuvent pas être traitées en même temps. Cela signifie qu'un modèle ne rend pas l'autre inutile.

Schéma 2 :
Esquisse du modèle 3 (causalité systémique)

[Retour à la table des matières](#)

1. Les lignes épaisses et continues visualisent d'abord les effets du système de pensée (ou de la "culture pénale" occidentale moderne) sur tous les acteurs sociaux : professionnels, "le public en général", gouvernement, etc. Bien sûr, les rapports ici sont dialectiques : nous avons produit cette culture aux XVIII^e et XIX^e siècles ; puis nous naissons baignés dans cette culture ou dans d'autres semblables ; si nous travaillons dans le programme pénal, nous sommes doublement socialisés par cette culture et nous apprenons à l'accepter, à la trouver raisonnable et à la reproduire, etc. Bref, nous agissons sur la culture et elle agit sur nous. Certes, il existe des systèmes alternatifs de pensée et ils peuvent, dans certaines conditions, renouveler notre façon de voir les choses. Mais le poids d'un système de pensée lié à des pratiques formelles et légitimées par des normes de procédure est très lourd. Nous avons tendance à accepter cette

structure en faisant abstraction du résultat. Notez que le schéma 2 ne dit rien du *comment* nous apprenons cette "culture pénale" ni des demandes innovatrices *issues de systèmes de pensée alternatifs*. Ceci est une autre question.

2. La ligne épaisse et continue au centre supérieur (avec la forme d'une flèche bi-directionnelle) montre qu'il y a un "rapport particulier" entre le système de pensée d'un programme et ses opérateurs ou penseurs. Elle veut, d'une part, indiquer l'influence de la rationalité pénale sur ces acteurs et, d'autre part, montrer que ceux-ci ont *tendance* à accepter et à trouver de (nouveaux) arguments pour garder ce système de pensée ou pour le modifier sans que cela ait des effets significatifs sur la structure normative du programme. Ils peuvent, par exemple, inventer une nouvelle théorie de la peine qui demeure aussi fermée que les précédentes à d'autres solutions au conflit. Ces acteurs restent alors souvent enfermés, malgré eux, dans cette rationalité, particulièrement lorsqu'ils jouent leur rôle formel de décideurs professionnels ou d'experts.

3. La ligne épaisse et interrompue au centre supérieur montre que la structure normative formelle du programme exerce aussi une pression psychologique et cognitive sur les opérateurs et penseurs : ils sont appelés -comme tout le monde- à "apprendre à vivre et à survivre" dans l'organisation où ils travaillent. Cela implique souvent une adaptation de la façon de penser à l'organisation. On peut imaginer ce qui arrive si, en plus, cette organisation impose systématiquement des décisions difficiles. Pour y rester, il faut l'assimiler" ses justifications culturelles, voire inventer d'autres mécanismes de rationalisation, et ce particulièrement lorsqu'il y a une tension qui s'installe entre ce que nous croyons approprié et ce que le programme nous impose comme solution ³³. Ces acteurs doivent aussi décrire et enseigner le fonctionnement du programme à d'autres personnes (étudiants, stagiaires, etc.) et ils ont souvent des expériences professionnelles qui semblent justifier certains aspects du programme. Tout ceci concerne la dynamique de reproduction d'un système de pensée

³³ On peut trouver plusieurs pistes théoriques et données empiriques appuyant ces réflexions dans BEAUVOIS, J.-L. ; JOULE, R. *Soumission et idéologies. Psychosociologie de la rationalisation*. Paris : PUF, 1981. Voir en matière pénale, HOGARTH, J. *Sentencing as a Human Process*. Toronto : University of Toronto Press, 1971.

dans un lieu formel et professionnel qui jouit, en plus, d'une crédibilité particulière.

4. La ligne épaisse et continue située à droite et allant jusqu'au "rôle de public" (bras pédagogique invisible) montre l'influence du système de pensée sur les acteurs qui font des demandes individualisées d'incrimination et de pénalisation accrues. Le modèle que nous sommes en train de construire rend compte d'une différence majeure entre l'explication des demandes d'incrimination et celle des demandes de pénalisation, mais ce schéma ne permet pas de l'illustrer et nous ne pouvons pas la traiter ici. Les acteurs qui prennent le rôle de public ont souvent un degré quelconque de connaissance du système ou ont intériorisé certains arguments qu'ils estiment stratégiques pour mettre en valeur leur demande. Ils s'informent parfois aussi de la bonne manière de mettre en forme et de faire valoir leurs attentes. On peut dire que le système "enseigne" comment lui demander des choses, fait des "promesses" récurrentes sur les effets bénéfiques de la peine et crée, chez nombre d'acteurs, des attentes normatives (inébranlables) à l'égard des peines. Certaines de ces promesses, comme celle que la peine va dissuader du crime et réduire les actes les plus graves de déviance, sont contredites régulièrement par les faits. Cependant, la connaissance de cette réfutation n'est pas accessible directement aux acteurs ou est neutralisée par la promesse même ³⁴, brouillée par d'autres connaissances crédibles ou encore par une connaissance pratique mal construite par l'acteur dans le feu de l'action.

Ce "bras pédagogique invisible" pose deux problèmes. Le premier concerne la manière dont se fait l'apprentissage social de ce système de pensée et les différentes façons d'arriver à un résultat équivalent (culture militaire, culture religieuse mettant l'accent sur un Dieu punitif, etc.). Ce problème est facile à résoudre en ce qui concerne les professionnels du système, mais il pose plus de difficultés vis-à-vis les gens ordinaires. En plus, il est difficile de déterminer le degré d'influence de ce système de pensée à l'égard des acteurs sociaux car, dans la majorité des cas concrets dans leur vie quotidienne, ils ne l'activent pas de la façon attendue par le programme. Par exemple, la grande majorité des transgressions à la loi pénale ne se traduisent même pas dans des plaintes à la police. Avoir ap-

³⁴ La théorie de la dissuasion affirme que si elle échoue, c'est seulement parce que ses peines ne sont pas assez sévères ou assez certaines.

pris ce système de pensée ne signifie pas alors qu'on va l'activer devant chaque événement concret pouvant être pertinent d'un point de vue strictement juridique.

Le deuxième problème concerne la *source de l'invisibilité* de cet axe et, par conséquent, la difficulté de démontrer empiriquement les liens de la causalité circulaire. Certes, cela ne signifie pas qu'ils restent sans démonstration. En effet, on peut trouver des indicateurs empiriques pour toute la chaîne causale. Néanmoins, pour construire le lien causal circulaire, il faut, entre autres choses, être dès le départ très attentif à ce genre de causalité, déplacer le regard dans une autre direction et aller chercher d'autres sortes de corpus de données qui ne se trouvent pas "naturellement" dans le parcours d'une recherche construite en fonction de la causalité linéaire. C'est ici que réside la source de l'invisibilité de ce lien : on ne peut pas tout voir à partir d'un seul corpus empirique ou même à partir de divers corpus empiriques naturellement emboîtés ou enchaînés les uns dans les autres. Ainsi, par exemple, il ne suffit pas de collecter les demandes de modification législative envoyées par un groupe d'acteurs, les documents officiels de réception de ces demandes, le projet de loi et les débats parlementaires afférents. En plus d'être attentif à *certaines aspects* du contenu de ces documents pertinents pour la causalité circulaire, il faut chercher ailleurs et constituer un matériel empirique hétéroclite issu des sources de données sans rapport apparent ou immédiat les unes avec les autres, et faire, par la suite, les liaisons et rapprochements théoriques et empiriques qui s'imposent (livres philosophiques et juridiques, articles de journaux, discours officiels, rapports de commissions de réforme, jurisprudence, etc.).

Nous pouvons observer dans les lettres de revendication la *présence* d'un discours demandant l'incrimination, la dissuasion, la protection par le châtement, etc. Mais il faut écarter la tentation de qualifier tout de suite les auteurs de conservateurs et d'expliquer ainsi leurs démarches. La *cécité* vient du fait que ce discours ne se trouve qu'exceptionnellement en connexion directe et explicite avec le programme pénal. En effet, peu de gens qui revendiquent des peines plus sévères vont écrire, ou dire, qu'elles ont lu un livre de droit ou de philosophie où l'auteur affirmait que la sévérité de la peine réduirait la criminalité, etc. Si nous arrêtons alors l'analyse au niveau de la lettre, on ne comprend pas comment il en est venu à demander ce qu'il demande. Et nous perdons l'opportunité de re-

marquer, dans d'autres lettres de revendications écrites au nom de causes progressistes (pour protéger l'environnement, dénoncer la "criminalité en col blanc", etc.), qu'il y a aussi des progressistes qui soutiennent exactement les mêmes idées que nous avons qualifiées trop rapidement de conservatrices. Peut-être, à bien y penser, nous-mêmes y croyons.

Bien entendu, si nous échappons à ce piège, nous pouvons aussi, au contraire, associer mentalement ces discours de revendications aux théories officielles de la peine et à la rationalité pénale moderne. Nous constatons alors un drôle de parallélisme ou de *conjonction* entre ces deux états de choses. Certes, nous ne voyons pas la connexion interne entre ces deux états de discours ni la direction de la chaîne causale (qui cause quoi). Mais nous observons que le discours de revendication dans la lettre de l'acteur qualifié de "conservateur" n'est pas différent à cet égard du discours dans la lettre progressiste ni du discours tenu comme "savant", comme exprimant la "vérité des choses" ou la "volonté de Dieu". On commence alors à avoir un matériel empirique susceptible de construire une hypothèse d'attribution causale systémique : les promesses proclamées ou annoncées comme accomplies dans les discours sérieux sont les promesses réclamées par les lettres de revendication. La qualification de "conservateur" perd alors sa signification théorique et pratique.

5. La ligne épaisse et continue dans le coin gauche supérieur en forme d'une flèche bidirectionnelle (et bifurquée) indique qu'il y a aussi un rapport interactif particulier entre d'un côté le système de pensée et, de l'autre, le gouvernement, l'administration publique, les partis politiques et le Parlement). En effet, le discours du pouvoir public, en tant que discours jouissant de crédibilité, n'est pas seulement influencé par le système de pensée de la rationalité pénale moderne : il l'alimente aussi. On ne peut même pas le distinguer complètement du discours des opérateurs et des penseurs, car il peut s'agir parfois de la même personne dans un autre rôle. Des problèmes équivalents de source de visibilité (bien qu'à un moindre degré) et de qualification des observations existent ici aussi. Il faut faire une analyse des débats parlementaires, des documents officiels ou des discours des politiciens (y compris dans les médias) avec la causalité systémique en tête : nous constatons alors sans difficulté l'existence d'un discours sur le crime et la peine qui s'harmonise ou coïncide avec ceux des théories officielles philosophiques et juridiques de la peine, etc., et ce en dépit de quelques déviations significatives et importantes qui

donnent l'espoir de démarcations possibles, mais qui -sauf quelques exceptions remarquables- ne vont pas assez loin du point de vue de leurs conséquences théoriques et pratiques ³⁵. Nous trouvons aussi des traces d'une pensée alternative avec toute sa difficulté d'intégration et de réception. Au niveau de la qualification des observations, on peut aussi relativiser l'usage du concept de "conservateur" ou de "droite" en comparant, par exemple, un programme de sécurité urbaine d'un parti de gauche avec celui d'un parti de droite ou en essayant de voir si les partis de gauche tiennent un discours systématiquement progressiste à l'égard des peines, etc., au Parlement. On risque d'être surpris.

6. La ligne épaisse et continue dans le coin gauche inférieur montre que les acteurs dans le rôle de public exercent aussi une pression cognitive sur le gouvernement "en retournant", dans ce rôle, ce qu'ils ont appris dans un autre. La ligne fine identifiée par la lettre "A" montre que le gouvernement est influencé aussi d'une autre façon : par son rapport au vote et par la nécessité de prendre des décisions par rapport aux problèmes présentés par les acteurs qui prennent le rôle de public du système politique et qui font des demandes dans la sémantique du programme pénal. Dans un certain nombre de cas, le pouvoir public va "choisir" d'utiliser le programme pénal simplement parce qu'il est là et parce qu'il paraît être la seule voie, ou la plus facile, pour actualiser une demande, même si ce choix n'est pas, à proprement parler, une solution appropriée au problème.

7. La ligne fine et interrompue située à droite et allant des opérateurs au public rappelle que les opérateurs changent parfois de rôle et s'habillent en "public" pour faire leurs revendications. Bien entendu, ils peuvent essayer de faire valoir le prestige de leur rôle professionnel pour augmenter leurs chances de succès, et souvent ils le font, mais ce n'est pas à ce titre qu'ils agissent, à moins d'avoir été mandatés par le système politique de façon ad hoc. Il est intéressant de noter que lorsque les demandeurs occupent aussi des rôles dans le programme pénal, nous sommes d'emblée prédisposés à accepter la causalité circulaire. Nous savons qu'ils ont

³⁵ Voir à ce Propos la démonstration théorique et empirique de SAUVAGEAU, J. Le discours parlementaire sur la peine de mort. *Essai de criminologie réflexive du passage à l'acte législatif*. Louvain : Université Catholique de Louvain, thèse Ph. D., 1998.

été "éduqués" dans et par ce programme. Nous nous attendons alors aisément à ce que le procureur ou le juge qui demande une modification à partir de son expérience (système de pratiques institutionnelles) et de sa formation (système de pensée) soit influencé par ces systèmes.

Mais dès que nous pensons au "public", c'est-à-dire aux acteurs qui n'ont pas un rôle professionnel dans le programme pénal, cette possibilité semble disparaître de nos horizons analytiques. La causalité circulaire n'est donc pas "également visible" ou "évidente" selon le rôle occupé par les acteurs. Curieusement, si l'on compare la situation des professionnels avec celle des victimes qui demandent des réformes plus répressives, nous constatons une sorte de double standard d'évaluation : les demandes des victimes sont "exclues" du champ d'influence du système alors que celle des professionnels le sont beaucoup moins, et ce malgré le contact intensif que les victimes ont avec ce système. L'invisibilité de l'influence du système sur les victimes est tellement grande que l'on attribue exclusivement aux victimes le blâme pour ces demandes, comme si celles-ci étaient indépendantes de la façon de penser et d'agir du système. Ce dernier "blanchit" ainsi sa responsabilité. Or, d'un point de vue théorique, "être victime" est un rôle dans le système juridique et il est inexact de le voir comme étant "hors programme" ³⁶. Si l'on prend ce point de vue de la théorie des systèmes, la place de la causalité systémique est plus facilement envisageable.

Ces remarques nous paraissent suffisantes pour indiquer une des pistes théoriques que nous explorons présentement dans la recherche et pour ouvrir le débat, même si la démonstration de sa valeur n'est pas encore faite. Rappelons, pour conclure, que ce modèle vise à expliquer -du moins pour l'instant- la stabilité d'une orientation de demandes qui vont dans le sens d'une plus grande incrimination ou pénalisation. On peut se demander si, à certains égards, ce système de pratiques et de pensée ne crée pas ce que Stolzenberg appelle un "piège intellectuel", c'est-à-dire un "système fermé de croyances, attitudes et habitudes de pensée dont on

³⁶ LUHMANN, N. The Self-Reproduction of Law and Its Limits. In LUHMANN, N. *Essays on Self-Reference*, pp. 227-228.

peut -pour certaines de ces croyances- objectivement démontrer qu'elles sont fausses, et -pour certaines habitudes de pensée- montrer qu'elles empêchent cette fausseté d'être reconnue comme telle" ³⁷.

Fin du texte

³⁷ SOLZENBERG, G. Une enquête sur le fondement des mathématiques peut-elle nous apprendre quelque chose sur l'esprit ? In WATZLAWICK, P. *L'invention de la réalité*. Paris : Seuil, 1988, p. 280.